

Réponses de FREE à la consultation publique relative à l'analyse du marché de gros de la terminaison d'appel sur les réseaux mobiles

Avril 2007

1	Sur l'identification des marchés de gros et la puissance de marché	2
2	Sur le perimetre des couts pertinents a prendre en compte pour la formation du tarif de terminaison sur réseaux mobiles	3
3	Sur l'offre d'interconnexion d'opérateurs mobiles metropolitains multipliant a l'excès les points de raccordement (« PR »)	4
4	Sur la structure tarifaire de l'offre d'interconnexion	5
4.1	Le crédit temps	5
4.2	L'interconnexion forfaitaire	5
5	Sur la terminaison d'appels des offres convergentes fixes mobiles	5

1 SUR L'IDENTIFICATION DES MARCHES DE GROS ET LA PUISSANCE DE MARCHÉ

Il est désormais clairement établi que la terminaison d'appel fournie par tout opérateur – qu'il soit fixe ou mobile – constitue un marché de gros pertinent susceptible de faire l'objet d'une régulation *ex ante* puisque chaque opérateur dispose d'une puissance de marché.

A juste titre, l'Autorité définit de manière prospective en outre-mer des marchés de gros pertinents dans un contexte où des opérateurs sont susceptibles de commercialiser sur le marché de détail des offres mobiles, ce qui évite la fâcheuse situation où cet opérateur échapperait à toute régulation dans une zone géographique qui ne serait pas définie comme pertinente au regard du processus « analyse de marché ».

Cependant, le document pourrait discuter plus clairement de la situation où un opérateur fixe ayant conclu un accord avec un opérateur mobile serait susceptible d'ouvrir à l'interconnexion des numéros qui lui ont été attribués par l'ARCEP en demandant un tarif de terminaison qui représente le double de celui de son opérateur hôte.

Le document de l'ARCEP reste assez elliptique sur ce point important et n'indique pas clairement si une régulation serait appliquée sur l'opérateur « MVNO ».

Dans le but d'éclairer l'Autorité, les tableaux ci-dessous indiquent la valeur de la prestation de terminaison d'appel facturée par € pour les numéros de la forme 06 10 PQ MCDU et la mettent en regard de la terminaison d'appels facturée par € pour l'année 2007. Le tarif particulièrement élevé du BPN (0,2 c€ HT / min.) ainsi que l'écart démesuré entre la terminaison d'appels de € (7,5 c€ HT) et celle de € (11,24 c€ HT) interpellent.

Tarif des prestations facturées par € en centimes d'euro		
Type de terminaison d'appel	Tarif par minute hors BPN	Tarif BPN (c€/Mn)
Intra-ZA	11,240	0,265

Tarif des prestations facturées par € en centimes d'euro		
Type de terminaison d'appel	Tarif par minute hors BPN	Tarif BPN (c€/Mn)
Tarif Intra-ZA Type 1	7,500	0,065

Free souhaite que l'Autorité définisse comme marché pertinent la terminaison d'appels effectuée par € et applique à € une obligation d'orientation vers les coûts pour la partie de la prestation fournie reposant sur la terminaison sur le réseau de € et une obligation de non excessivité pour la prestation de transit sur le réseau de €.

En effet, Free considère que la prestation de € s'apparente à une prestation couplant :

- une terminaison effectuée par l'opérateur mobile hôte, la terminaison pouvant être considéré comme la prestation effectuée par l'opérateur mobile entre le dernier élément pertinent de commutation ou de routage de l'opérateur mobile ouvert à l'interconnexion et l'utilisateur appelé. ☹ doit intégralement traduire dans son tarif l'orientation vers les coûts qui pèse sur ☹;
- un transit sur le réseau de ☹ définie comme la prestation entre un élément de commutation ou de routage pertinent offert par ☹ à l'interconnexion et l'élément de commutation ou de routage sur lequel ☹ remet à ☹ les appels devant être acheminés sur l'interface radio. Cette prestation peut être effectuée à un tarif non excessif

2 SUR LE PERIMETRE DES COUTS PERTINENTS A PRENDRE EN COMPTE POUR LA FORMATION DU TARIF DE TERMINAISON SUR RESEAUX MOBILES

L'Autorité mentionne à juste titre que le périmètre des coûts pertinents pris en compte pour la formation des tarifs d'interconnexion est radicalement différent entre les opérateurs fixes et les opérateurs mobiles.

Dans le cas des opérateurs fixes, l'accès est pris en charge directement au niveau du tarif de détail, c'est à dire l'abonnement au service téléphonique ou à des services haut débit ou indirectement à travers l'offre de gros (accès total à la boucle locale, ADSL « nu » ou VGAST) permettant de fournir au détail une offre d'accès.

On parle alors d'une trentaine de milliards d'euros¹ déversés directement (ou indirectement à travers les offres de gros) sur les utilisateurs finals.

Les coûts pris en compte pour la formation de la terminaison d'appels sur réseaux fixes comprennent tout le segment entre l'Unité de Raccordement d'Abonné (ou DSLAM) et l'équipement de routage ou de commutation pertinent offert à l'interconnexion. Les tarifs d'interconnexion sur réseaux fixes ne prennent jamais en compte l'accès (la boucle locale) à ces réseaux. C'est ainsi que les tarifs de terminaison d'appels sur réseaux fixes sont situés à un niveau assez bas : de 0,5 c€ HT / min. à 1 c€ HT / min.

Dans le cas des opérateurs mobiles, l'accès n'est pas intégralement pris en charge au niveau du tarif de détail (l'abonnement) ou au niveau de l'offre de gros d'accès (MVNO). En effet, les coûts pris en compte pour la formation de la terminaison d'appels sur réseaux mobiles comprennent tout le segment entre l'équipement terminal mobile et l'équipement de routage ou de commutation pertinent offert à l'interconnexion par les opérateurs mobiles.

On parle alors de plusieurs milliards d'euros² dont une partie sont déversés sur les offres de gros de terminaison d'appels achetées non seulement par les opérateurs mobiles mais également par les opérateurs fixes.

C'est ainsi que les tarifs de terminaison d'appels sur réseaux mobiles sont situés à un niveau très élevé : de 7,5 c€ HT / min. à 11 c€ HT / min pour l'année 2007.

¹ Cf valorisation de la boucle locale métallique de France Télécom évaluée selon la méthode des coûts de remplacement en filière

² Cf modèle technico économique construit par Analysis permettant d'évaluer le coût de construction d'un réseau mobile en métropole

La TA sur réseaux mobiles étant dix fois plus élevée que la TA sur réseaux fixes, de très larges masses de volume de trafic ont été transférés depuis les réseaux fixes vers les réseaux mobiles. Il est utile de rappeler à cet égard que plus de 60% des communications émises par les clients résidentiels avec leur téléphone mobile le sont depuis leurs domiciles.

Free entend souligner que les opérateurs de réseaux fixe (France Télécom, Free, neuf cegetel, Télécom Italia, Club Internet, etc.) n'intègrent jamais dans leurs forfaits de communications les appels émis par leurs abonnés vers les clients des opérateurs mobiles en raison de l'écart démesuré entre la terminaison sur réseaux fixes et la terminaison sur réseaux mobiles métropolitains. C'est ainsi que les communications vers les réseaux mobiles peuvent représenter une partie substantielle du montant payé par les ménages chaque mois à leur opérateur fixe.

Le développement d'une différenciation tarifaire au départ des réseaux mobiles consistant à des offres de détail d'abondance pour les communications *on net* a pour origine les valeurs de terminaison d'appels très élevée sur réseaux mobiles. En effet, l'offre de détail au départ des réseaux mobiles discrimine désormais le tarif de détail en fonction du réseau appelé, ce qui conduit à déséquilibrer le plus petit des trois opérateurs mobiles. Si la terminaison d'appels sur réseaux mobiles était du même ordre de grandeur que celle des réseaux fixes, la mise en place de stratégies de discrimination tarifaire n'aurait pas été observée.

Si l'Autorité considère qu'à partir d'un réseau fixe, le tarif de détail doit être semblable quel que soit le réseau appelé, alors elle doit réviser le périmètre des coûts pertinents à prendre en compte pour la fixation du tarif de terminaison sur réseaux mobiles. Dans ce cadre, Free considère qu'à terme, le coût de l'accès des réseaux mobiles ne doit plus être déversé sur une prestation de gros d'interconnexion que fournissent les opérateurs mobiles.

Free remarque que dans certains pays européens, l'accès est pris en charge par l'abonnement aux services de téléphonie mobile, facturé au détail par les opérateurs mobiles à leurs clients.

3 SUR L'OFFRE D'INTERCONNEXION D'OPERATEURS MOBILES METROPOLITAINS MULTIPLIANT A L'EXCES LES POINTS DE RACCORDEMENT (« PR »)

L'Autorité observe que la France est le seul pays dans lequel les opérateurs mobiles établissent plusieurs tarifs de terminaison (IZA, EZA, EZA de type 3, etc.) mais n'en tire aucune conséquence en terme de régulation.

Free a déjà eu l'occasion d'exprimer que la démultiplication déraisonnable de Points de Raccordements par 3 et 3 crée une barrière à l'entrée de nombreux opérateurs alternatifs fixes.

En effet, de nombreux opérateurs fixes alternatifs ne bénéficient pas de volumes du même ordre de grandeur que celui traité par France Télécom ou 3 leur permettant de construire des raccordements dans chacune des zones arrières, dont les contours sont arbitrairement définis, composant les réseaux de 3 et 3.

Or, c'est à la condition de construire des raccordements dans chaque zone arrière que les opérateurs peuvent bénéficier du tarif de terminaison le plus bas pour l'intégralité du trafic à écouler.

A titre d'exemple, Free ☺

C'est ainsi que les opérateurs tiers fixes sont amenés à acheter aux opérateurs mobiles ou à des transitaires (France Télécom et ☺) une prestation présentée par l'Autorité comme une prestation de transit non régulée, valorisée comme la différence entre l'IZA et l'EZA.

Free entend faire valoir que le tarif EZA sert de référence à France Télécom et neuf cegetel pour fournir sur le marché de gros un transit vers les réseaux mobiles.

Il n'existe ainsi aucune pression concurrentielle sur le transit vers réseaux mobiles dès lors que l'Autorité considère que le tarif EZA n'a pas à être régulé.

Free considère que l'Autorité doit (i) imposer à SFR et Orange France une offre ne comprenant qu'un nombre raisonnablement limité de Points de Raccordement (ii) imposer aux opérateurs mobiles une orientation vers les coûts de la différence IZA / EZA

4 SUR LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'OFFRE D'INTERCONNEXION

4.1 LE CREDIT TEMPS

L'Autorité considère que les opérateurs n'ont pas à établir une structure tarifaire comprenant un crédit temps.

Free approuve ce choix et entend ajouter que le crédit temps n'est pas conforme aux obligations posées par l'article D-309 du code des postes et communications électroniques.

Free entend faire valoir qu'une structure tarifaire ne comprenant ni de charges d'établissement d'appels, ni de modulation horaire est la plus transparente et objective possible. L'Autorité peut observer que c'est le choix qu'on fait non seulement les opérateurs mobiles métropolitains mais également les opérateurs alternatifs fixes.

4.2 L'INTERCONNEXION FORFAITAIRE

L'Autorité mentionne qu'il serait plus naturel que l'offre tarifaire d'interconnexion soit facturée à la capacité. Il n'en est rien. Cette structure tarifaire ne répond pas à l'objectif de « causalité » et désavantage les petits opérateurs.

Free considère que toute offre d'interconnexion doit être facturée selon l'utilisation réellement constatée et non à la capacité potentielle mise en place afin de respecter le principe d'objectivité posé par le code.

5 SUR LA TERMINAISON D'APPELS DES OFFRES CONVERGENTES FIXES MOBILES

Le Groupe France Télécom commercialise une offre convergente désignée sous le nom de Unik®. Les clients finals sont accessibles par des numéros de la forme 06

et les communications sont acheminées sur interface radio ou sur interface filiaire en fonction de l'état de couverture où se trouve le terminal appelé.

Or, la terminaison d'appels de l'offre convergente ne prend pas en compte le fait qu'une partie des communications entrantes dans le réseau d'Orange est écoulee jusqu'au point de terminaison (la Livebox®) par le réseau filiaire. Dans ce contexte, la boucle locale radio (le segment BSC - terminal) n'est pas utilisée.

Free considère que la terminaison d'appels des communications à destination d'abonnés *Unik* devrait être une pondération de la TA mobile par une TA fixe, en fonction de l'utilisation de l'interface filiaire pour écouler les communications jusqu'au terminal appelé.